

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

site Internet : www.jj-pat-rey.com

Solidarité ! Solidarité ! Coin-coin !

On en parle beaucoup ; tous les acteurs sociaux, de tout bord, nous parlent de solidarité, encore plus maintenant qu'elle fout le camp... Il y va de notre responsabilité : à votre bon cœur, Messieurs, Dames ! Mais qu'en est-il exactement ?

Au delà des proches ou du filet institutionnel qui se démaille, la solidarité est plutôt comme les oueds : débit rare et saccadé ! Dans beaucoup de situations ordinaires, dans la vie quotidienne, je ne vous conseille pas d'en parler ouvertement : on vous rirait au nez, on vous prendrait pour un niais ! Ce n'est plus d'actualité, sauf pour le spectacle ! C'est un mot cuisiné à façon, dans les flonflons, qui rejoint les mots : liberté, égalité, fraternité, tous ces grands mots, vidés de leurs sens par nos gouvernants. C'est cela la réalité, prosaïque, au grand dam des mouvements sociaux.

Dans les sociétés occidentales, c'est même une règle du jeu : la danse des canards ! Chacun pour soi et Dieu pour tous, qu'ils disent les apôtres du bon sens populaire ! Il n'y a plus que son confort qui compte ; si bien qu'on ne supporte même plus ses voisins, et certainement pas l'eau qui rit quand on voudrait du soleil : à chacun, son bouillon !

En guise de solidarité, les gens deviennent charitables, le temps d'une kermesse ou d'une collecte ; parce que cela passe le temps, en faisant sa petite B.A. pour soulager sa conscience, avant de reprendre son train-train, en roulant sa petite bouse, tarabusté par des décideurs de sort qui accumulent les obligations. Il y en a même parmi ces braves citoyens, qui se montreront jaloux des primes de Noël, accordées aux pauvres ; les mêmes et d'autres, qui regretteront l'infime part des richesses nationales, consacrée à l'aide au développement ; sans parler évidemment, de tous ces étrangers que la France accueille sur son sol...

Dans la société, quand cette attitude se généralise, ce n'est même plus sa cohésion qui fout le camp, c'est sa raison d'être qui est en péril. Un certain système économique, qui prétend faire notre bonheur et se limite à encourager nos appétences, est en train de faire table rase de la solidarité. Il confond

l'humanité avec un troupeau de vaches ! Ainsi il transforme en "bêtes à beaufs", individualistes et égoïstes, une majorité de nos concitoyens. Il n'y a pas besoin d'aller aux U.S.A. pour voir cela ; l'Europe aussi est transfigurée ! Le "bête à beauf" est la proie rêvée des utilitaristes libéraux, leur pourvoyeur de richesses ; ils ont tout intérêt à le multiplier, quitte à le cloner ! Tout juste admettront-ils cette charité conventionnelle, en guise de solidarité ; parce que cela est une soupape de sécurité, un minimum social pour tant d'injustices sociales ! Mais leur charité est un voile de crêpe sur la tête d'un lépreux ! C'est bien le drame d'ailleurs, d'un certain projet de constitution européenne, de s'inscrire dans cette optique-là...

Jean-Jacques Rey

De Raoul Gimoneau
Retraité en Charente-maritime
ex conducteur de transports en commun

Paroles de citoyen

L'ère de l'abondance

On nous raconte des histoires lorsqu'on nous parle de réduire le chômage, en créant des emplois, puisque nous ne manquons de rien.

Tout le monde sait que nous ne savons pas quoi faire du lait, du beurre, de la viande, des téléviseurs, des machines à laver, des automobiles, et de toutes sortes de produits plus ou moins nécessaires et utiles.

Jamais les hommes n'ont eu autant de possibilités de résoudre la production des biens en quantité et en qualité, avec un minimum d'efforts ; les esclaves mécaniques les ont remplacés dans les tâches répétitives ou pénibles.

En quelques décennies seulement, le progrès a été plus important que pendant les millénaires précédents. Notre société n'est pas en crise comme on essaie de nous le faire croire, mais en mutation. Nous sommes entrés dans l'ère de l'abondance.

Mais l'abondance ne convient pas à l'économie de marché capitaliste, basée sur la rentabilité ; il lui faut la rareté pour conserver le profit, et la seule solution consiste à limiter la production pour assainir le marché.

Cette économie marchande, mercantile, ne peut pas connaître l'homme, elle n'a besoin que de clients. Encore faut-il qu'ils aient du pouvoir d'achat !

Parce que la machine, inventée par l'homme pour soulager sa peine, au lieu d'être sa servante, est devenue sa concurrente, en étant mise au service de l'argent et du profit ; beaucoup d'individus sont exclus de la production : pas de travail, pas de

salaire ! Ainsi ils ne peuvent pas acheter (consommer) et le producteur ne peut pas vendre ; donc l'économie ne peut plus fonctionner convenablement.

Il est facile de comprendre combien les règles économiques, toujours en vigueur, sont dépassées, inadaptées. La nécessité impose leur changement.

Quand les richesses augmentent tandis que le nombre des travailleurs diminue ; quand, à la fois, des gens sont dans la misère et obligés de se croiser les bras devant une montagne de produits excédentaires ; cette contradiction condamne l'organisation sociale. Pour éviter l'explosion du système, on injecte par le biais des indemnités, des allocations de chômage, de solidarités de toutes sortes, du pouvoir d'achat (bien insuffisant) sans contrepartie ; alors que la véritable solution se trouve dans le partage du travail humain, irréalisable par la machine, et, dans celui des richesses produites. La compétitivité doit faire place à la convivialité.

Commentaire à J-J : si vous êtes intéressé par "l'Économie Distributive", Raoul vous conseille de visiter le site de la Grande Relève :

<http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/bienvenue.htm>

envoi de Benoist Magnat

Bonjour,

Ce message est un SOS. Au sécu, au secours, la sécu se meurt! Et pas grand monde ne se mobilise. Est-il déjà trop tard pour réagir?

POURQUOI CE CRI D'ALERTE?

Pour nous, pour notre protection sociale, celle de nos enfants, mais aussi pour les victimes que nous croisons chaque jour sur le trottoir, qui ont perdu toute dignité, aussi présents aujourd'hui en France qu'en Inde!

Les américains nous envient notre régime solidaire de répartition: santé, retraite, famille, chômage. Mais sont-ils prêts à mener la lutte de nos parents et grands-parents? Et sommes-nous prêts, nous-mêmes, maintenant, à nous battre à notre tour, avant que la sécu ne soit plus qu'un souvenir? Car elle est déjà battue en brèche de tous les côtés. Aujourd'hui le prix des mutuelles augmente fortement, pour couvrir la baisse des remboursements de la sécu, et, par conséquence, de plus en plus de familles chaque jour ne peuvent plus payer les cotisations, et cessent de se soigner correctement. Pendant ce temps, les riches quittent la sécu pour l'assurance, désobéissance de droite, certainement pas civique.

Sans que nous réagissions, ou si peu: nous n'étions qu'une poignée à manifester au printemps, que les propos lénifiants de Douste-Blazy ont sans doute anesthésiée comme les autres. (" Le système est en faillite. Si l'on ne fait rien, ça n'existe plus la Sécurité sociale ": Philippe Douste-Blazy, le 3 mai 2004 sur TF1)

DE LA MUTUALITE AU TROU ABYSSAL: LE DETOURNEMENT DE SENS

La mutualité française est née en 1831, imposée par la lutte des canuts lyonnais. Le mouvement s'est peu à peu nourri des luttes, en particulier en 1936. Aujourd'hui, les mutuelles sont réduites au rôle d'assurances complémentaires, chargées du sale travail de prélever plus auprès de leurs sociétaires, alors que le rôle de la mutualité est d'instaurer une entraide mutuelle entre tous: unique, universelle (ouverte à tous), solidaire (principe de répartition entre les générations, les malades et les bien-portants, les actifs et les inactifs), démocratique (gérée par les assurés sociaux).

La Sécurité sociale est créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, sous la pression de la CGT, puissante et auréolée par sa Résistance face à un patronat collabo. La Sécu est gérée par des représentants élus, majoritairement (3/4) des salariés.

Le démantèlement de la sécu a commencé en 1967: les caisses sont séparées en trois: maladie, retraite, famille, le chômage étant déjà géré à part depuis la création de l'UNEDIC. Les représentants ne sont plus élus mais désignés par les syndicats patronaux et salariés, avec une parité entre patronat et salariés. Les cotisations salariales et le ticket modérateur augmentent pour la première fois, mouvement qui ne s'est jamais inversé depuis. Ici commence le détournement du sens commun: on ne parle plus de cotisations patronales, de salaire réparti, mais de charges: cette cotisation n'est plus vue que comme un frein au libéralisme.

**CE QUI EST GRAVE, C'EST QUE CE SENS ERRONNE S'EST REPANDU:
FORCONS-NOUS A EMPLOYER LE TERME DE COTISATIONS !**

Une autre étape a été franchie en 1984, avec un nouveau changement sémantique: la répartition devient une "assurance", le terme de "solidarité" est réservé à l'action de l'État. Ainsi, la notion même de solidarité entre les citoyens est effacée, la sécu est peu à peu remplacée par les compagnies d'assurance et l'intervention d'État, elle-même ensuite décentralisée, avec des Conseils Généraux qui ne peuvent plus suivre.

**CE QUI EST GRAVE, C'EST QUE CE SENS ERRONNE S'EST REPANDU:
FORCONS-NOUS A PARLER DE SOLIDARITE !**

Ce détournement de sens a été orchestré par le patronat et soutenu par d'État, de droite ou prétendu de gauche, afin de montrer que le système est malade, qu'il faut le soigner, avec des remèdes libéraux le rendant encore plus malade.

Le plus grand non-sens est atteint avec le "trou de la sécu", que l'on dit "abyssal", pour mieux faire comprendre que l'on va tomber dedans. Trou qui est creusé jour après jour, par glissement entre la solidarité et le libéralisme, pour enterrer la sécu. En réalité, il n'y aurait pas de trou sans "allègement de charges" et détournements de fonds sociaux, c'est à dire sans cadeaux de d'État aux patrons, qui ne coûte rien à d'État puisqu'il est fait sur le dos de la solidarité des travailleurs envers l'ensemble de la population.

Ce qui est grave, c'est que nos mentalités mêmes ont été formatées. S'il reste encore, chez les anciens dont je fais partie, un attachement à la répartition, l'intérêt de cette répartition n'effleure même plus les jeunes.

Ils n'en voient plus l'intérêt pour eux-mêmes, préfèrent travailler au noir, sans voir qu'ils préparent ainsi leur malheur futur. Trop cher de cotiser, adviene que pourra! Alors, de là à comprendre que la solidarité puisse primer, c'est devenu impensable.
AVONS-NOUS FAIT UN EFFORT SUFFISANT D'EDUCATION?

LA FIN EST PROCHE

Pendant que nous dormons, les attaques continuent. Sur le terreau putride issu du décervelage libéral, sur les jeunes esprits vierges d'éducation politique et syndicale, vient s'enraciner la campagne "La sécurité sociale en concurrence ! La liberté d'assurance enfin rendue aux français. Quitter la Sécurité Sociale : le mode d'emploi" menée par le site de la droite dure <http://www.conscience-politique.org/> . Quand les riches seront partis, que restera-t-il de la solidarité?

Claude Reichman, dans le Figaro du 16 avril 2004, annonce l'arrivée d'assureurs privés en France, concurrençant la Sécurité Sociale.

"La direction de Buffalo Grill [note personnelle: qui ne manque pas une occasion de malbouffe] a confirmé vendredi les informations du Parisien selon lesquelles elle incitait ses employés à bénéficier d'une économie de 20 % sur leurs salaires en souscrivant une assurance-maladie individuelle privée." (Les Échos du 25/10/04). D'autres suivront, signant la mort de la sécu, sans loi et sans débat.

Certes, le gouvernement a déclaré illégale cette sortie de la sécu, et s'est fait appuyer par la représentation en France de la Commission européenne. Mais le mal est fait... ...et le gouvernement aura du mal à tenir sa position devant la Cour Européenne de justice, parce qu'il a signé les directives 92/49/CEE, relative à l'assurance non vie, et 92/96/CEE, relative à l'assurance directe sur la vie. Je cite, c'est de l'AGCS tout craché: "lorsqu'un d'État membre décide d'ouvrir la couverture d'un risque relevant du régime légal de sécurité sociale aux assureurs privés, il doit accepter que toute entreprise d'assurance autorisée dans son propre d'État membre puisse couvrir ce risque sur la base de la liberté d'établissement et de la liberté de prestation de services."

REAGIR

Aujourd'hui, il faut absolument réagir. La direction des partis de gauche, les syndicats, les organisations sont-ils au courant? On pourrait en douter, vue l'absence totale de réaction!

En premier lieu, mon message est à faire circuler sur vos réseaux, à la vitesse grand V!

Et puis, il faut d'urgence organiser la riposte. Pourtant, il ne faut pas non plus lancer d'action inconsidérée si nous ne voulons pas aboutir à un flop comme au printemps.

AVANT D'AGIR, CONVAINCRE

Aujourd'hui, il ne suffit pas d'affirmer:

- nul ne peut sortir de la sécu, unique et universelle,
 - la santé n'est pas une marchandise,
 - les cadeaux au MEDEF doivent cesser, le patronat doit de nouveau contribuer au salaire différé,
 - la santé n'est jamais mieux prise en charge que par les citoyens eux-mêmes: les représentants doivent être élus,
 - la santé dépend de notre environnement, la sécu et la mutualité doivent rechercher la prévention d'abord,
- car les syndicats, et nous-mêmes, ne pesons plus assez, face à un gouvernement acquis au MEDEF.

Et il ne sert à rien non plus de s'activer isolément, sans préparation de fond de l'opinion, la faible mobilisation du printemps dernier l'a montré.

Aujourd'hui, il faut restaurer les conditions de la solidarité. Ne pas seulement se retrancher sur une position défensive, mais montrer notre force. Renouer avec les sources de la mutualité. Ceci ne peut passer que par un contact direct avec chaque citoyen, en utilisant chacun de nos réseaux. Chacun doit s'interroger lui-même: comment ne pas céder au rouleau compresseur et garder sa liberté de penser et d'agir? Chacun doit ensuite évaluer auprès de ses proches leur capacité de résistance et de mobilisation, et refaire, si nécessaire, le travail d'éducation qui a manqué. Puis, ensemble, imposer un retour à une vraie sécurité sociale.

Voici quelques messages simples, à faire passer:

La Sécu, c'est l'affaire de tous, salariés, retraités, privés d'emploi.

La santé est un droit fondamental de l'homme.

Devenir responsable de sa propre santé, c'est adopter un comportement solidaire.

Travailler au noir, c'est criminel!

Un Américain sur trois – soit plus de 80 millions – est sans couverture médicale.

A vous d'en imaginer d'autres, et d'autres suites à ce cri d'alerte!

Merci pour la sécu, merci pour vous, merci pour tous. Tous ensemble, tous...

Alain
